



CSAA du 17 octobre 2023

Déclaration de l'UNSA Education

Ce vendredi 13 octobre 2023, la cité scolaire Gambetta d'Arras a connu un drame épouvantable. Dominique Bernard, professeur de lettres, a été assassiné, trois autres collègues sont gravement blessés. Trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, et alors que la communauté éducative se préparait à lui rendre hommage, notre Ecole est de nouveau la cible de l'obscurantisme. Toute la profession, et au-delà, toute la société, sont bouleversées par cette attaque sauvage qui endeuille une fois encore l'Ecole publique.

L'UNSA Education pleure la mort de notre collègue et apporte tout son soutien à ses proches, ses élèves et à l'ensemble de la communauté éducative de la cité scolaire Gambetta. Tout doit être mis en œuvre pour que les mots de douleur, d'angoisse et les questions trouvent un espace d'écoute et d'accompagnement dans l'ensemble des écoles et établissements.

L'UNSA Education est satisfaite de constater que tous les personnels et les citoyens qui le souhaitent aient pu exprimer dans l'unité leur émotion et leur attachement aux valeurs de la République, à la liberté de conscience, la liberté d'expression et la défense de la laïcité. Par ce qu'elle incarne et représente, notre Ecole ne doit pas avoir peur. Elle doit rester debout, comme la République unie, face à la barbarie et au terrorisme islamiste.

Sans transition, ce CSA est un bilan de rentrée et la rentrée a été marquée par de nombreuses annonces sur l'Ecole, de la part du Ministre mais aussi du Président de la République, qui pratique le cumul des mandats (Président et Ministre) et le détournement constitutionnel en considérant l'Ecole comme son domaine réservé. Tous les sujets ont été abordés : vacances scolaires, journée de classe, uniforme, matières fondamentales, formation des enseignants, plantations d'arbres, l'EPS comme discipline utilitaire, l'EMC, les programmes d'histoire et j'en passe, tous avec un point commun, une vision passéiste, paternaliste et parfois fantasmée de l'Ecole. L'UNSA Education ne se reconnaît dans aucune des déclarations du Président de la République. L'Ecole que nous souhaitons, n'est pas celle du XIX^{ème} siècle ou de l'après-guerre, mais celle du XXI^{ème} siècle, celle qui est devant nous, pas celle qu'on regarde dans un rétroviseur.

La jeunesse est l'avenir de notre pays. Elle est riche de sa diversité et ne saurait être fondue dans un moule unique et réducteur. Elle ne saurait non plus être enfermée dans des catégories établies par le Président de la République : « les pauvres », « les indisciplinés », « les un peu hyperactifs » ou « ceux qui n'aiment pas trop l'école ». Vous noterez au passage que seuls certains élèves sont catégorisés. Certains jeunes sont en manque de repères, d'autres doivent être soutenus et accompagnés, cependant, tous doivent trouver à l'École les moyens de devenir des citoyens actifs et responsables. Tous les jeunes, quelle que soit leur situation sociale, économique ou culturelle, quel que soit leur lieu de vie, doivent recevoir les mêmes chances de réussite et bénéficier des mêmes droits. Malheureusement, la politique menée par ce gouvernement, notamment avec le PACTE enseignant qui lie la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques à l'acceptation par les enseignants d'un travail supplémentaire nous pousse tout doit vers une rupture d'égalité entre les élèves qui bénéficieront de ces dispositifs et les autres. Par ailleurs, l'UNSA Education continuera à œuvrer pour que la laïcité permette à tous les jeunes scolarisés dans les établissements publics laïques, de développer leur liberté de conscience et par là même leur appartenance à une société laissant une place à chacun, avec leurs singularités et leur diversité.

Parmi les dossiers urgents de la rentrée, celui sur le baccalauréat général et technologique trouve une première réponse qui résout certains problèmes majeurs. Pourvu que cette décision n'en crée pas d'autres, notamment pour les élèves de première et de seconde et les enseignants-correcteurs/examineurs. Faute de pouvoir reconquérir le mois de juin pour les élèves de 2nde, il serait totalement inacceptable de faire faire des stages d'observation en entreprise aux élèves de seconde GT au mois de juin parce qu'ils entreraient alors en concurrence avec les élèves de la voie professionnelle qui font souvent leurs PFMP en fin d'année scolaire. Dans beaucoup de territoires, notamment les départements ruraux de notre Académie, le tissu économique ne permettra pas d'accueillir tous les élèves. Pour l'UNSA Education, il est évident que si ces stages de seconde étaient rendus obligatoires, les élèves de la voie professionnelle devraient avoir une priorité absolue parce qu'ils sont en formation quand les autres seraient en observation. Les enjeux ne sont pas comparables. Par ailleurs, ces stages de seconde ne sauraient remplacer l'accompagnement à l'orientation tout au long de l'année, dispositif qu'il est urgent de mieux mettre en œuvre.

Le Ministre envisage d'uniformiser l'enseignement avec une tenue et des manuels identiques pour les élèves comme à l'époque du petit Lavis. Va-t-on aussi vers un cours unique des fondamentaux, maths et français selon une définition contestable, alors que ces deux matières sont davantage enseignées en France que dans les autres pays européens ?

Le Ministre semble vouloir revenir à des programmes annuels qui casseraient une partie du travail commun, qui supprimeraient l'acquisition progressive des notions sur le temps d'un cycle et qui nous ramèneraient aux redoublements annuels dont l'efficacité n'a jamais été démontrée, sans oublier le passage en 6ème sous réserve d'un stage de réussite obligatoire qui ressemble à s'y méprendre à l'ancien examen d'entrée au collège.

Il met sans cesse l'accent sur l'enseignement des savoirs, sans prendre en compte que des savoirs sans savoir-faire, ni savoir-être ne produisent pas de sens. Le Ministre parle aussi de revenir aux écoles normales, conçues pour un monde révolu, où les instituteurs devenus professeurs des écoles étaient recrutés à un niveau d'étude inférieur aux enseignants du second degré.

Et que dire de la dernière annonce qui envisage de séparer les mauvais des bons collégiens pour faire du collège unique le collège de la ségrégation et revenir au temps de l'école primaire supérieure et du lycée napoléonien qui accueillait une élite restreinte. A moins que la référence soit l'époque des CEG (collèges d'enseignement général) et des CES (collèges d'enseignement secondaire).

Allons-nous revenir au temps de l'estrade, du bonnet d'âne, du certificat d'études et du Ministère de l'instruction publique ? Le bonheur des élèves prôné par le Ministre ne nous semble pas aller de pair avec ces retours en arrière.

A l'UNSA Education, nous regardons vers l'avant pour construire l'école du XXIème siècle, pas celle qui étiquette et trie sans cesse, pas celle des débuts de la 3ème République qui avait tant de mal à scolariser tous les enfants, pas celle non plus de l'après-guerre qui triait les élèves et qui ne garantissait l'ascenseur social qu'à une toute petite minorité. Nous regardons avec lucidité l'école d'aujourd'hui avec ses défauts, ses limites et ses réussites, oui ses réussites qui sont bien plus nombreuses que ce que la doxa médiatique et politique laisse croire.

Quand nous réclamons une école mixte socialement et scolairement, celle qui fait réussir tous les élèves, le Ministre prône une école qui sépare et qui ségrègue, celle du collège modulaire avec des classes de niveau ou l'école privée, financée sur fond publics, dont les IPS montrent le séparatisme social qui s'y opère. La littérature scientifique prouve que la mixité sociale et scolaire n'obère pas les résultats des meilleurs élèves, au contraire elle renforce leurs compétences et leur permet d'en développer d'autres, quand elle aide les plus faibles à progresser. Le dernier rapport de France Stratégie le montre sans ambiguïté. Alors faut-il détruire le collège actuel ou le renforcer pour en faire un vrai collège unique, qui accueille tous les élèves, les fait progresser et grandir en différenciant l'approche pédagogique pour s'adresser dans une même classe à tous les élèves, sans les séparer ni les isoler ? La conférence du consensus du CNESEO de 2017 a montré que c'était possible.

Quand nous prôtons une école inclusive dans le respect de tous, où chaque élève trouve sa place, en classe ordinaire, dans un dispositif adapté ou dans un établissement médico-social, une école inclusive où chaque personnel est en capacité d'accueillir et d'accompagner tous ses élèves, le Ministre nous impose des décisions non concertées de la CNH qui ne répondent pas en enjeux et aux difficultés que nous rencontrons au quotidien. Sur cette question nous sommes à un point de rupture. Si le Ministre n'apporte pas rapidement d'autres perspectives, celles qui permettront à chaque professionnel de pouvoir enseigner ou accompagner dignement ces enfants, il sera comptable, avec ses prédécesseurs, d'un rejet massif de l'inclusion scolaire, ce que nous regretterions fortement.

L'inclusion scolaire ne peut pas se faire sans les professionnels de l'Education Nationale. Entendez, Monsieur le Recteur, qu'aujourd'hui, dans certaines situations, il n'est plus possible de faire cours correctement, que faute de prise en charge médicale ou éducative la gestion de certains élèves, par un enseignant seul ou avec un AESH dans sa classe, n'est plus possible.

Quand nous réclamons une école avec moins d'élèves par classe pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels, quand nous réclamons des personnels pour renforcer les RASED, le gouvernement répond par une suppression de près de 2200 postes d'enseignants. Dénoncer les résultats de nos élèves à chaque publication de comparaison internationale, sans jamais dire qu'en France nous avons les effectifs par classe parmi les plus élevés de l'OCDE n'est plus acceptable. Ces demandes ne sont pas des lubies de syndicalistes, mais les demandes des collègues dans leurs classes, dans leurs lieux d'exercice, sur le terrain.

D'autres dossiers sont urgents mais certains ne seront visiblement pas ouverts. Qu'en est-il de la politique de mixité sociale et scolaire ? Ce n'est pas l'expérimentation de l'uniforme à l'Ecole, si tel était son objectif, qui apportera une réponse. Pourtant, comme le montre le dernier rapport de France stratégie, entre le genre, l'ascendance migratoire et l'origine sociale, c'est cette dernière qui pèse le plus sur les trajectoires des élèves. Cela place la France parmi les pays les moins performants de l'OCDE. Dès l'entrée à l'école, les différences entre élèves, suivant les milieux dont ils sont issus, existent et même si la maternelle est bénéfique aux enfants issus des familles les plus défavorisées, elle peine à endiguer des inégalités qui ne cessent de croître tout au long de la scolarité. Il est donc urgent de traiter cette question sur le fond.

Qu'en est-il de la nécessaire refonte de la carte de l'éducation prioritaire ? Elle est repoussée à plus tard, comme depuis 2017. Qu'en est-il de l'urgente nécessité d'abandonner les évaluations nationales qui ne servent pas les enseignants ? Aucune école, aucun collège, aucun lycée n'a vu un changement quelconque ou des moyens supplémentaires arriver à la suite de ces évaluations nationales, cependant le Ministre persiste et en ajoute en CM1 et en 4ème, sans oublier la dernière trouvaille présidentielle, l'évaluation des capacités physiques en 6ème. Qu'en est-il de la politique d'inclusion qui a besoin d'un nouveau souffle pour améliorer la prise en charge des élèves en milieu ordinaire ou dans les structures médico-sociales ? Enfin, qu'en est-il de la politique d'aide aux élèves en grande difficulté scolaire qui est abandonnée depuis trop longtemps et qui pourtant aident à réduire les inégalités scolaires.

Ce sont ces dossiers que l'UNSA Education souhaite voir aboutir. Pour cela, le Ministre doit se détacher des préceptes simplistes du Président de la République pour offrir à notre jeunesse l'Ecole du XXIème siècle, celle qu'elle mérite, celle qui la fera grandir.

L'Ecole a moins besoin que les responsables politiques s'emparent des sujets à caractère médiatique que des sujets qui la feront progresser. L'UNSA Education est disponible pour travailler, avec des propositions, dans le cadre d'un vrai dialogue social, pour participer à la construction d'un autre projet éducatif plus respectueux des élèves et des personnels que celui proposé par notre nouveau Ministre.